

ASSEMBLEE GENERALE du 22 février 2017

Objet : Règlement intérieur

L'an deux mille dix-sept, le vingt-deux février, à vingt heures trente, les Délégués des communes adhérentes à la Communauté de Communes de Commercy - Void - Vaucouleurs, convoqués le 16 février 2017, selon les règles édictées par le Code Général des Collectivités Territoriales, se sont réunis à Vaucouleurs.

Étaient présents :

Boncourt sur Meuse : MIDENET Eric

Boyée sur Barboure :

Bovillies : LIGIER Jean-Pierre

Brixey aux Chanoines : TRAMBLOY Jean Marie

Broussey en Blois :

Burey en Vaux : CAUMIREY Dominique

Bureyla Côte : LANGARD Jean Michel

Chalaines : SANCHEZ Christine suppléante de HOCQUART Patrick

Champougny :

ChonvilleMalaumont : LANTERNE Bruno

Commercy : BARREY Patrick, BRETON Natacha, CAHU Gérard, CARE Florent, DABIT Annette, GUCKERT Olivier, LEFEVRE Jérôme, LEMOINE Olivier, MAROTEL Jacques, THIRIOT Elise, VAUTRIN Jean-Philippe

Cousances les Triconville : BIZARD Michel

Dagonville : WENTZ Dominique

Epiez sur Meuse :

Erneville aux Bois : DRUPT Hubert

Euville : FERROLI Alain, HIRSCH Philippe

Gousaincourt : BISSINGER Michel

Grimaucourt pressampigny : COLLIGNON Daniel suppléant de FILLION Jean-Charles

Lanouvillle au Rupt : FURLAN Jacques

Lérouville : BRUNO Patricia, VIZOT Alain

Marson sur Barboure : PETITJEAN Joël

Maxey sur Vaise : DINTRICH Jean Luc

Mécrin : MOUSTY Michel

Méigny le Grand : WAGNER Dominique

Méigny le Petit : BOUCHOT Christian

Ménill la Horgne : CONNESSON Jean-Claude

Montbras : BOILEAU Française suppléante de THOMAS Claude

Montigny les Vaucouleurs :

Naives en Blois : VAUTHIER Daniel

Nangois le Grand : ORBION Claude

Neuville les Vaucouleurs : TIRLICIEN Alain

Ourches sur Meuse : GUILLAUME François

Pagny la Blanche Côte : ROUVENACH Daniel

Pagny sur Meuse : MAGNETTE Jean-Marc, PAGLIARI Armand

Pont sur Meuse :

Reffroy : LECLERC Francis

Rigny la Salle : ASSADOURIAN Marc

Rigny Saint Martin : POIRSON Eliane

Saint Aubin sur Aire : FALLON Luc

Saint Germain sur Meuse : ANDRE Patrick

Saulvaux : LEROUX Patrice

Sauvigny : BESSÉAU Frédéric

Sauvoy :

Sepvigny : LIEGAUT René

Sorcy Saint Martin : DELOGE Robert

Taillancourt : MAZELIN François

Troussey :

Ugny sur Meuse : FIGEL Régis

Vadonville :

Vaucouleurs : GEOFFROY Alain, GIANNINI Cédric, WITTMANN Paul

Vignot : BUCQUOY Régine, CHAFF Daniel, THOMAS Guyaine

Villeroy sur Méholles : LAURENT Eddy

VoidVacon : GAUCHER Alain, ROCHON Sylvie, BOKSEBELD Virginie, LHERITIER Jean-Paul

Willeroncourt : LAFRONGNE Nicolas



Suppléants présents sans pouvoir de vote

Boviolles : SAMSON Fabrice  
Chonville Malaumont : BENICHOUX Roselyne  
Méligny le Grand : FROMONT Jean-Luc  
Neuville les Vaucouleurs : JACOB Bernard  
Willeroncourt : CALVO Michel

Absents

Bovée sur Barboure : LEROUX Dominique  
Broussey en Blois : BELMONT Stéphanie  
Chalaines : HOCQUART Patrick  
Champougny : VINCENT Eric  
Commercy : BOUROTTE Liliane, LE BONNIEC Alain, PAILLARDIN Delphine  
Euville : CAPPELIO Lidia, GEROME-LOUE Léa  
Grimaucourt près Sampigny : FILLION Jean Charles  
Lérouville : PORTEU Brigitte  
Montbras : THOMAS Claude  
Montigny les Vaucouleurs : NAJOTTE Sylvie  
Pont sur Meuse : GRUYER Reynald  
Sauvoy : THIRIET Philippe  
Sorcy Saint Martin : ANTONELLI Arnaud  
Trossy : GUILLAUME Alain  
Vadonville : EVOTTE Jean  
Vaucouleurs : DINE Régis

Pouvoirs ont été donnés à :

CAUMIREY Dominique de VINCENT Eric  
DINTRICH Jean-Luc de HENRION Mauricette  
DELOGE Robert d'ANTONELLI Arnaud  
LANGARD Jean-Michel de DINE Régis  
MOUSTY Michel de NAJOTTE Sylvie  
FERIOLI Alain de GEROME-LOUE Léa  
VIZOT Alain de PORTEU Brigitte  
HIRSCH Philippe de CAPPELIO Lidia  
GUICKERT Olivier de LE BONNIEC Alain  
LEMOINE Olivier de BOUROTTE Liliane  
LEFEVRE Jérôme à PAILLARDIN Delphine

Secrétaire de séance : LIGIER Jean-Pierre

Nombre de membres afférents : 83  
Nombre de membres en exercice : 82  
Nombre de membres présents : 65  
Nombre de suffrages exprimés : 76  
VOTES : Pour : 76  
Contre : 0  
Abstention : 0



Vu la loi d'orientation du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République qui a prévu l'obligation pour les conseils municipaux de plus de 3500 habitants de se doter d'un règlement intérieur qui doit être adopté dans les six mois qui suivent son installation (article L.2121-8 du Code général des collectivités territoriales, CGCT).

Vu l'article L.5211-1 du Code général des collectivités territoriales, 2ème alinéa qui prévoit que pour l'application des dispositions des articles L.2121-8, L.2121-9, L.2121-11, L.2121-12, L.2121-19 et L.2121-22, les établissements publics de coopération intercommunale sont soumis aux règles applicables aux communes de 3500 habitants et plus s'ils comprennent au moins une commune de 3500 habitants et plus tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions spécifiques aux Etablissements publics de coopération intercommunale (EPCI).

Considérant que le contenu du règlement intérieur est fixé librement par le conseil communautaire qui peut se donner des règles propres de fonctionnement interne, dans le respect toutefois des dispositions législatives et réglementaires en vigueur,

Considérant que le règlement ne doit porter que sur des mesures concernant le fonctionnement du conseil communautaire ou qui ont pour objet de préciser les modalités et les détails de ce fonctionnement,

Considérant que la loi du 6 février 1992 impose néanmoins au conseil l'obligation de fixer dans son règlement intérieur les conditions d'organisation du débat d'orientation budgétaire, les conditions de consultation des projets de contrats ou de marchés prévus à l'article L.2121-12 du Code général des collectivités territoriales, ainsi que les règles de présentation, d'examen et la fréquence des questions orales,

Après exposé du Président,

L'Assemblée, à l'unanimité, adopte le règlement intérieur de la Communauté de Communes de Commercy-Void-Vaucouleurs ci-annexé.

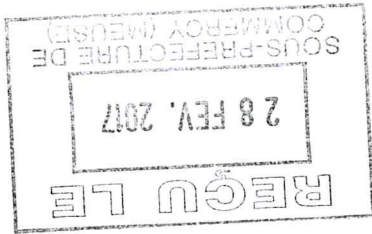
*Pour extrait conforme et attestation du caractère exécutoire.*

  
Le Président

  
FRANCK LECHE

Date de convocation : 16 février 2017

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.







# **REGLEMENT INTERIEUR du CONSEIL COMMUNAUTAIRE de la COMMUNAUTE de COMMUNES de COMMERCY - VOID - VAUCOULEURS**

Adopté par délibération du 22 février 2017



## **Sommaire**

INTRODUCTION.....	3
CHAPITRE 1 : ORGANISATION DES REUNIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE.....	4
Article 1 – PERIODICITE DES SEANCES	
Article 2 – CONVOCATIONS	
Article 3 – ORDRE DU JOUR	
Article 4 – NOTE DE SYNTHSE	
Article 5 – ACCES AUX DOSSIERS	
Article 6 – QUESTIONS ECRITES	
Article 7 – QUESTIONS ORALES	

CHAPITRE 2 : TENUE DES SEANCES DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE.....	7
Article 8 – PRESIDENCE (L 5211-9 à L 5211-9-2)	
Article 9 – ACCES ET TENUE DU PUBLIC	
Article 10 – POLICE DE L'ASSEMBLEE	
Article 11 – QUORUM	
Article 12 – SUPPLEANCES	
Article 13 – PROCURATIONS	
Article 14 – SECRETARIAT DE SEANCE	
Article 15 – PERSONNEL COMMUNAUTAIRE ET INTERVENANTS EXTERIEURS	
Article 16 – DELEGATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE	
Article 17 – AFFAIRES DANS LESQUELLES LES CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES SONT PERSONNELLEMENT INTERESSES	

CHAPITRE 3 : LES DEBATS ET LE VOTE DES DELIBERATIONS.....	10
Article 18 – DEROULEMENT DE LA SEANCE	
Article 19 – DEBAT ORDINAIRE	
Article 20 – DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE	
Article 21 – SUSPENSION DE SEANCE	
Article 22 – AMENDEMENTS	
Article 23 – CLOTURE DE SEANCE	
Article 24 – VOTES	

CHAPITRE 4 : COMPTE RENDU DES DEBATS ET DES DECISIONS.....	13
Article 25 – PROCES VERBAUX	
Article 26 – COMPTE RENDUS	
Article 27 – EXTRAITS DU REGISTRE DES DELIBERATIONS	
Article 28 – DOCUMENTS BUDGETAIRES	

CHAPITRE 5 : LES COMMISSIONS.....	14
-----------------------------------	----

CHAPITRE 6 : BUREAU COMMUNAUTAIRE.....	15
Article 29 – COMPOSITION, ATTRIBUTIONS ET FONCTIONNEMENT	
CHAPITRE 7 : BUREAU ELARGI.....	16
Article 30 : COMPOSITION ET ATTRIBUTIONS	
CHAPITRE 8 : DISPOSITIONS DIVERSES.....	17
Article 31 – DESIGNATION DES DELEGUES DANS LES ORGANISMES EXTERIEURS	
Article 32 – COMMUNICATION	
Article 33 – MODIFICATION DU REGLEMENT INTERIEUR	
Article 34 – APPLICATION DU REGLEMENT INTERIEUR	

## INTRODUCTION

La Communauté de Communes de Commercy-Void-Vaucouleurs est un établissement public de coopération intercommunale groupant plusieurs communes (article L. 5213-1 du Code Général des Collectivités Territoriales – CGCT).

Le Conseil Communautaire est composé de 83 délégués des communes membres, désignés conformément aux dispositions de l'article L.5211-6 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

Les modalités de fonctionnement du Conseil Communautaire sont fixées conformément au code général des collectivités territoriales, par le présent règlement et les dispositions du Code qui s'y rapportent. Les conditions de fonctionnement du conseil communautaire et les conditions d'exécution de ses délibérations sont celles que fixent le chapitre 1<sup>er</sup> du titre II du livre I<sup>er</sup> de la deuxième partie du code général des collectivités territoriales, relatives au fonctionnement des conseils municipaux (article L.5211-1 CGCT)

Conformément à l'article L.2121-8 du CGCT, le Conseil Communautaire doit établir son règlement intérieur dans les six mois qui suivent son installation.

Le présent règlement entrera en application dès que la délibération décidant son adoption sera devenue exécutoire. Il est applicable pour la durée du présent mandat.

Il peut faire l'objet de modifications à la demande du Président ou d'un tiers des membres en exercice du Conseil Communautaire.

Le règlement intérieur est un acte administratif qui peut être déféré devant le tribunal administratif L.2121-28 du CGCT (loi n°96-142 du 21/02/1996).



# **CHAPITRE 1 : ORGANISATION DES REUNIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

## **Article 1 – PERIODICITE DES SEANCES :**

Le Conseil Communautaire se réunit au moins une fois par trimestre.

En vertu de l'article L.5211-11 du CGCT, le Président convoque les membres de l'organe délibérant.

L'organe délibérant se réunit au siège de l'établissement public de coopération intercommunale ou dans un lieu choisi par l'organe délibérant dans l'une des communes membres.

En vertu de l'article L 2121-9 du CGCT, le Président peut réunir le Conseil Communautaire chaque fois qu'il le juge utile.

Il est tenu de le convoquer dans un délai maximal de trente jours quand la demande motivée lui en est faite par le représentant de l'Etat dans le département ou par le tiers au moins des membres du Conseil Communautaire en exercice.

En cas d'urgence, le représentant de l'Etat dans le département peut abréger ce délai

## **Article 2 – CONVOCATIONS**

Toute convocation est faite par le Président conformément aux dispositions des articles L 2121 – 10 et 12 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Elle indique les questions portées à l'ordre du jour.

Elle est adressée par écrit, sous quelque forme que ce soit, d'une part à chaque délégué communautaire à son domicile, sauf s'ils font le choix d'une autre adresse, y compris - pour ceux qui en font la demande - par e-mail, avec accusé de réception, et d'autre part en mairie.

La convocation est mentionnée au registre des délibérations, affichée ou publiée.

La faculté de procéder aux convocations par des moyens dématérialisés ne peut cependant imposer aux élus de se doter du matériel adéquat s'ils n'en disposent pas.

Elle précise la date, l'heure et le lieu de la réunion.

Le délai de convocation est fixé à cinq jours francs.

En cas d'urgence, ce délai peut être abrégé par le Président sans pouvoir être inférieur à un jour franc.

Le Président en rend compte dès l'ouverture de la séance, au Conseil Communautaire, qui se prononce définitivement sur l'urgence et peut décider le renvoi de la discussion pour tout ou partie à l'ordre du jour d'une séance ultérieure.

## **Article 3 – ORDRE DU JOUR**

L'ordre du jour est fixé par le Président. Il est adressé avec la convocation à chacun des délégués et est porté à la connaissance du public par affichage sur les emplacements réservés à cet effet à la Communauté de Communes.

Dans le cas où la séance se tient sur demande du représentant de l'Etat ou de conseillers communautaires, le Président est tenu de mettre à l'ordre du jour les affaires qui font l'objet de la demande.

Article 4 – NOTE DE SYNTHÈSE

Une note explicative de synthèse sur les affaires soumises à délibération est adressée avec la convocation aux membres du Conseil Communautaire (Art. L 2121-12 du CGCT), accompagné de documents annexes lorsque ceux-ci sont jugés indispensables à la bonne compréhension du sujet. Si la convocation concerne un contrat de service public, le projet de contrat ou de marché accompagné de l'ensemble des pièces peut, à sa demande, être consulté auprès de la direction générale par tout conseiller communautaire aux heures ouvrables.

Sauf décision contraire du Président, en cas d'urgence, toute affaire soumise à délibération et à l'approbation du Conseil Communautaire, doit être préalablement soumise au bureau communautaire.

Article 5 – ACCES AUX DOSSIERS

« Tout membre du Conseil Communautaire a le droit, dans le cadre de sa fonction, d'être informé des affaires de la Communauté de Communes qui font l'objet d'une délibération » (Art. L 2121-12, L 2121-13 et suivants du CGCT).

La Communauté de Communes assure la diffusion de l'information auprès des conseillers communautaires par les moyens matériels qu'elle juge les plus appropriés.

Par ailleurs, afin de permettre l'échange d'information sur les affaires relevant de ses compétences, la collectivité peut, dans ses locaux, mettre à la disposition de ses membres élus, les moyens informatiques et de télécommunications nécessaires pendant les heures d'ouverture.

Durant les 5 jours précédant la séance et le jour de la séance, les conseillers communautaires peuvent venir consulter les dossiers auprès de la direction générale et aux heures ouvrables.

Les conseillers qui voudront consulter les mêmes dossiers en dehors des heures ouvrables devront adresser, au Président, une demande écrite.

Cette consultation sera opérée sous le couvert du Président ou le cas échéant d'un Vice-président.

Article 6 – QUESTIONS ECRITES

Chaque conseiller communautaire peut adresser au Président des questions écrites sur toutes les affaires ou tout problème concernant la Communauté de Communes.

Les textes des questions écrites, adressées au Président, font l'objet de sa part d'un accusé de réception. Le Président répond aux questions écrites posées par les délégués communautaires dans un délai de quinze jours. En cas de sujet complexe, l'accusé de réception adressé au délégué communautaire l'informe du délai de réponse.

Sauf mention particulière du requérant, ces questions ne donnent pas lieu à des débats. Elles ne doivent contenir aucune imputation d'ordre personnel à l'égard des tiers nommément désignés.

## Article 7 – QUESTIONS ORALES (hors débat ordinaire)

En vertu de l'article L 2121-19 du CGCT, les conseillers communautaires ont le droit d'exposer en séance du Conseil Communautaire des questions orales ayant trait aux affaires de la Communauté de Communes.

Afin de préserver la fluidité et l'efficacité des débats, les conseillers sont invités à faire part de leur(s) question(s) à la direction de la communauté de communes, en amont de la séance, après réception des convocations comprenant l'ordre du jour, la note de synthèse, et les pièces annexes le cas échéant.

Ces questions pourront être posées par écrit soit par voie postale ou par courriel à [cc.commercy.void.vaucouleurs@orange.fr](mailto:cc.commercy.void.vaucouleurs@orange.fr)

Lors de la séance, le Président ou le Vice-président compétent répond aux questions posées oralement par les conseillers communautaires.

Les questions orales sont traitées à la fin de chaque séance du conseil.

Si le nombre, l'importance ou la nature des questions le justifie, le Président peut décider de les traiter dans le cadre d'une séance ultérieure du Conseil Communautaire. Elles ne donnent pas lieu à des débats sauf demande de la majorité des conseillers communautaires présents.



## CHAPITRE 2 : TENUE DES SEANCES DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

### Article 8 – PRESIDENCE (L 5211-9 à L 5211-9-2)

Le Président du Conseil Communautaire est l'organe exécutif de la Communauté de Communes. Le Président et à défaut, celui qui le remplace, préside le Conseil Communautaire (Art. L 2121-14 CGCT).

La séance dans laquelle il est procédé à l'élection du Président est présidée par le plus âgé des membres du Conseil Communautaire.

Conformément à l'article L.2121-14 du CGCT, dans les séances où le compte administratif est débattu, le Conseil Communautaire élit son Président pour cette délibération. Dans ce cas, le Président peut, même quand il ne serait plus en fonction, assister à la discussion ; mais il doit se retirer au moment du vote.

Il représente juridiquement la Communauté dans toutes ses instances et dirige le personnel de la Communauté de Communes, qu'il nomme.

Le Président ouvre la séance, vérifie le quorum, dirige les débats, accorde la parole, rappelle les orateurs à l'affaire soumise au vote. Il fixe, s'il y a lieu, la durée des interruptions de séance et y met fin. Il met aux voix les propositions et les délibérations, décompte les scrutins. Il juge conjointement avec le secrétaire de séance les épreuves des votes, en proclame les résultats et prononce la clôture des séances.

Le Conseil affirme sa volonté d'écarter toute discussion en son sein n'ayant pas trait aux affaires de la Communauté de Communes et donne mandat au président pour faire respecter ce principe.

#### Délégation de pouvoirs :

Le Président, par arrêté, et dans les conditions prévues par l'article L 5212-9 du Code Général des Collectivités Territoriales, donne délégation aux Vice-présidents.

### Article 9 – ACCES ET TENUE DU PUBLIC

Les séances sont publiques.

La presse est autorisée par le Président à assister aux séances du Conseil Communautaire.

Le public est autorisé à occuper les places qui lui sont réservées dans la salle. Durant toute la séance, le public présent doit se tenir assis, et garder le silence. Toutes marques d'approbation ou de désapprobation sont interdites.

Séance à huis clos : Sur demande de cinq membres ou du Président, le Conseil Communautaire peut décider, sans débat, à la majorité absolue des membres présents ou représentés, qu'il se réunit à huis clos (Art. 5211-11 CGCT).

Dans cette configuration, nulle personne étrangère ne peut, sous aucun prétexte, s'introduire dans l'enceinte où siègent à huis clos les membres du conseil communautaire. Seuls les membres du conseils communautaires, les fonctionnaires communautaires et personnes dûment autorisées par le

Président, y ont accès.

## Article 10 – POLICE DE L'ASSEMBLEE

Le Président assure seul la police des séances. Il dirige les débats, ouvre les séances et en prononce la clôture. Aucun conseiller ne peut intervenir sans avoir, au préalable, demandé la parole au Président et l'avoir obtenue.

Le Président fait observer et respecter le présent règlement, il rappelle à l'ordre les conseillers ou le public qui s'en écartent. En cas de troubles ou d'infraction pénale, il est fait application, avec l'aide des forces de police, des dispositions de l'article L.2121-16 du CGCT : Le Président a seul la police de l'assemblée. Il peut faire expulser de l'auditoire ou arrêter tout individu qui trouble l'ordre.

## Article 11 – QUORUM

Le Conseil Communautaire ne peut délibérer que lorsque la majorité de ses délégués (titulaires ou suppléants) en exercice est physiquement présente à la séance (Art. L 2121-17 CGCT). Le quorum se vérifie au début de la séance. Les procurations ne sont pas prises en compte pour le calcul du quorum. Quand, après une première convocation régulièrement faite, selon les dispositions des articles L.2121-10 à L 2121-12 du CGCT, le conseil ne s'est pas réuni en nombre suffisant, il est à nouveau convoqué à au moins 3 jours d'intervalle. Il délibère alors valablement sans condition de quorum (article L.2121-17 du CGCT). Dans le cas où des conseillers se retirent en cours de séance, le quorum est vérifié avant la mise en délibéré des affaires suivantes.

## Article 12 – SUPPLEANCES

Les communes étant représentées par un seul conseiller communautaire titulaire ont de droit un conseiller communautaire suppléant. Les suppléances sont nominatives. Le conseiller suppléant remplace le conseiller titulaire en cas d'empêchement. Les conseillers communautaires suppléants peuvent toujours assister aux réunions du conseil communautaire, mais n'ont voix délibérante que lorsque le conseiller communautaire titulaire est absent.

## Article 13 – PROCURATIONS

En vertu des articles L.2121-10 du CGCT, par renvoi de l'article L. 5211-1 du CGCT, le vote par procuration peut s'exercer dans les formes prescrites suivantes. En cas d'absence du conseiller titulaire des communes n'ayant qu'un conseiller titulaire, ce conseiller titulaire peut donner à un conseiller titulaire, écrit de voter en son nom.

En cas d'absence du conseiller communautaire titulaire et suppléant et, pour les communes n'ayant qu'un conseiller titulaire et suppléant, ce conseiller titulaire peut donner à un conseiller communautaire de son choix, procuration écrite de voter en son nom.

Un même conseiller communautaire ne peut être porteur que d'une seule procuration. Les procurations doivent être adressées par écrit au Président de la Communauté de Communes jusqu'à l'ouverture de la séance.



Les élus ne peuvent prendre part aux délibérations et votes relatifs aux affaires dans lesquelles ils sont intéressés personnellement ou comme mandataires. La jurisprudence considère comme intéressés les délégués qui ont, dans une affaire, un intérêt distinct de l'intérêt général des habitants.

#### **Article 17 – AFFAIRES DANS LESQUELLES LES CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES SONT PERSONNELLEMENT INTERESSES (article L.2131-11 du CGCT)**

Le conseil peut déléguer une partie de ses attributions au Président et/ou au bureau. Le Président rend compte à l'Assemblée lors de chacune de ses réunions des décisions prises dans ce cadre.

#### **Article 16 – DELEGATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE (article L.5211-10 du CGCT)**

Le conseil communautaire peut adjoindre à ce ou ces secrétaires, des auxiliaires, pris en dehors de ses membres, qui assistent aux séances mais sans participer aux délibérations (article L.2121-15 du CGCT). Assistent aux séances du conseil communautaire la Directrice générale des services de la Communauté de Communes, l'adjoind à la Directrice ainsi que tout autre fonctionnaire ou personne qualifiée concerné par l'ordre du jour et invité par le Président.

#### **Article 15 – PERSONNEL COMMUNAUTAIRE ET INTERVENANTS EXTERIEURS**

Au début de chacune des séances, le Conseil Communautaire nomme un ou plusieurs de ses membres pour remplir les fonctions de secrétaire (L.2121-5 du CGCT). Le secrétaire de séance assiste le Président pour la constatation des votes et le dépouillement des scrutins. Il contrôle l'élaboration du procès-verbal.

#### **Article 14 – SECRETARIAT DE SEANCE**

Les procurations peuvent également être transmises par voie électronique. Dans ce cas, elles doivent être transmises au secrétariat de la Communauté de Communes au plus tard à 12h le jour de la tenue du Conseil. Passé ce délai, la procuration ne pourra être prise en compte. Si la procuration électronique est un simple mail, elle devra être régularisée dans les 7 jours suivants la tenue du Conseil par l'envoi d'un écrit daté et signé. Si la procuration électronique comprend un écrit de type PDF daté et signé, il n'y aura pas lieu de régulariser postérieurement au Conseil. Le pouvoir (ou procuration) est toujours révocable. Sauf en cas de maladie dûment constatée, il ne peut être valable pour plus de trois séances consécutives.



## CHAPITRE 3 : LES DEBATS ET LE VOTE DES DELIBERATIONS

Le Conseil Communautaire règle par ses délibérations les affaires de la Communauté de Communes. (Art. 1111-2 du CGCT)

### Article 18 – DEROULEMENT DE LA SEANCE

Le Président procède à l'ouverture de la séance et proclame la validité de la séance si le quorum est atteint. Les conseillers suppléants siégeant en qualité de titulaires et ceux porteurs de procurations sont cités au moment de l'appel.

Le Président demande au Conseil Communautaire de nommer un secrétaire de séance.

Il fait approuver le procès-verbal de la séance précédente et prend note des rectifications éventuelles.

Le Président appelle ensuite les affaires inscrites à l'ordre du jour. Il aborde les points de l'ordre du jour, tels qu'ils apparaissent dans la convocation. En cas de modification dans l'ordre de présentation des délibérations prévues à l'ordre du jour, celle-ci est soumise à l'accord préalable de l'assemblée.

Il accorde la parole en cas de réclamation relative à l'ordre du jour.

Chaque affaire fait l'objet d'un résumé sommaire par le Président, par les rapporteurs désignés par le Président ou par les Vice-Présidents. Cette présentation peut être précédée ou suivie d'une intervention du Président lui-même.

Au cours de la séance, le Président rend compte des décisions qu'il a pris en vertu des délégations reçues du conseil communautaire conformément à l'article 16 du présent règlement.

### Article 19 – DEBAT ORDINAIRE

La parole est accordée par le Président aux membres du Conseil Communautaire qui la demandent.

Avant de procéder au vote de chaque projet de délibération, le Président demande si des conseillers souhaitent intervenir.

Les conseillers communautaires ne peuvent intervenir qu'après l'exposé du dossier par le rapporteur. Ils doivent, pour cela, avoir demandé la parole au Président. Ces interventions doivent porter sur le sujet dont il est question.

Le Président fixe l'ordre de prise de parole.

La parole est accordée par le Président dans l'ordre des demandes.

Aucun membre du Conseil Communautaire ne peut prendre la parole s'il ne l'a pas obtenue du Président même s'il est autorisé par un orateur à l'interrompre.

Lorsqu'un membre s'écarte de la question ou trouble le bon déroulement de la séance par des interruptions ou des attaques personnelles, la parole peut lui être retirée par le Président qui peut alors clore toute discussion.

### Article 20 – DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE

Conformément à l'article L.2312-1 du CGCT, un débat a lieu au sein du Conseil Communautaire sur les orientations générales du budget, dans un délai maximal de deux mois précédant l'examen

de celui-ci, lors d'une séance ordinaire après inscription à l'ordre du jour ou lors d'une séance réservée à cet effet.

Il ne donnera pas lieu à délibération, mais sera enregistré au procès-verbal de la séance.

Pour la préparation de ce débat, il est mis à disposition des conseillers, à la direction générale, cinq jours au moins avant la séance des données synthétiques sur la situation financière de la collectivité (niveau d'endettement et progression envisagée, charges de fonctionnement et évolution, proposition de taux d'imposition des taxes locales et/ou redevance...).

Le Conseil communal peut fixer sur proposition du Président le nombre d'intervenants ayant à prendre la parole et la durée d'intervention impartie à chacun d'eux, en respectant l'égalité de traitement des élus et le droit d'expression des différentes communes représentées au sein de l'assemblée.

La préparation du budget par le Bureau pourra s'appuyer sur un outil analytique.

## Article 21 – SUSPENSION DE SEANCE

La suspension de séance est prononcée par le Président de séance, ou à la demande d'un ou plusieurs conseillers communaux. Dans ce dernier cas, la décision de suspension est mise aux voix. Elle est de droit si elle est demandée par le tiers au moins des membres présents du Conseil. Il revient au Président de fixer la durée de la suspension.

## Article 22 – AMENDEMENTS

Des amendements peuvent être proposés sur toute affaire en discussion soumise au conseil. Ils doivent être présentés par écrit au Président au plus tard à l'ouverture de la séance. Le Conseil communal décide si ces amendements sont mis en délibération, renvoyés à la commission compétente ou à une séance ultérieure, notamment lorsque leur nature et/ou leur contenu rendent ce renvoi indispensable à un examen suffisant des propositions émises.

Amendement : modification ou complément apporté à un projet ou à une proposition en discussion devant le Conseil communal

## Article 23 – CLOTURE DE SEANCE

La clôture de séance est décidée par le Président après épuisement de l'ordre du jour, sauf vote contraire du Conseil.

## Article 24 – VOTES

Les délibérations du Conseil communal sont prises à la majorité absolue des suffrages valablement exprimés.

Le Conseil communal peut voter de deux manières suivantes :

### Scrutin ordinaire

Le mode de scrutin ordinaire est le vote à main levée.

Le résultat est constaté par le Président qui recense les noms des votants avec la désignation de leurs votes,

Le résultat nominatif est inséré au compte rendu de la séance.

**Voix prépondérante du Président (article L.2121-20 du CGCT)**  
Dans les votes à main levée ou à scrutin public, la voix du Président est prépondérante en cas de partage.

**Scrutin secret**  
Le vote a lieu au scrutin secret si un tiers des membres présents le réclame ou s'il y a lieu de procéder à une nomination ou à une présentation.  
Le Conseil Communautaire peut toutefois décider à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations, sauf dispositions législatives ou réglementaires, prévoyant expressément ce mode de scrutin.



## CHAPITRE 4 : COMPTE RENDU DES DEBATS ET DES DECISIONS

### Article 25 – PROCES VERBAUX

Chaque séance donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal qui est transcrit sur le registre des délibérations. Le procès-verbal de chaque séance est affiché au siège. Il est adressé à chaque délégué titulaire ou présent à la réunion.

Chaque procès-verbal de séance est mis aux voix pour adoption à la séance qui suit son établissement. Les membres du Conseil Communautaire ne peuvent intervenir à cette occasion que pour une rectification à apporter au procès-verbal. La rectification est enregistrée au procès-verbal suivant.

Les délibérations sont inscrites par ordre de date. La signature est déposée sur la dernière page du procès-verbal de la séance, après l'ensemble des délibérations.

Il est signé par tous les membres présents à la séance ou mention est faite de la cause qui les a empêchés de signer (L 2121-23 CGCT)

### Article 26 – COMPTE RENDUS

En vertu de l'article L 2121-25 du CGCT, le compte rendu de la séance est affiché dans la huitaine à la Communauté de Communes. Il présente une synthèse sommaire des délibérations et des décisions du Conseil Communautaire. Le compte rendu est transmis aux conseillers communautaires et adressé aux maires des communes membres par voie postale ou matérialisée et est tenu à la disposition de la presse et du public.

### Article 27 – EXTRAITS DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Les extraits des délibérations transmis au contrôle de légalité, conformément à la législation en vigueur, ne mentionnent que le nombre de membres présents, le nombre de votants (qui prend en compte les procurations), et le respect du quorum. Ils mentionnent également le texte intégral de l'exposé de la délibération et indiquent la décision du Conseil Communautaire.

Ces extraits sont signés par le Président ou le Vice-président délégué.

### Article 28 – DOCUMENTS BUDGETAIRES

Les budgets restent déposés au siège de la Communauté de Communes où ils sont mis à la disposition du public dans les 15 jours qui suivent leur adoption ou éventuellement leur notification après règlement par le représentant de l'Etat.

Le public est avisé de la mise à disposition de ces documents par tout moyen, de publicité au choix du Président (budget général et budgets annexes).

## CHAPITRE 5 : LES COMMISSIONS

(L 2121-22 du CGCT)

Le Conseil Communautaire forme, à l'occasion de son installation, des commissions permanentes chargées d'enrichir l'analyse et d'étudier les questions soumises au débat du bureau et à la délibération du Conseil communautaire.

Des commissions temporaires peuvent être créées à la demande du Président sur différentes thématiques en fonction des projets.

• **Neuf commissions thématiques et permanentes** ; elles seront animées par un ou deux Vice-présidents :

- Commission Administration Générale – Finances – Ressources humaines
- Commission Développement économique
- Commission Communication – E\_administration
- Commission Enfance – Jeunesse – Education – Equipements sportifs – Vie associative – Sports et loisirs
- Commission Action sociale et culturelle - Tourisme
- Commission Urbanisme – Habitat – Cadre de vie – Très Haut débit Internet – Milieux Natures – Transition énergétique
- Commission Collecte et traitement des déchets ménagers et assimilés – Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations
- Commission Voiries – Réseaux – SPANC
- Commission Bâtiments publics – Patrimoine

Elles sont composées de délégués communautaires, titulaires ou suppléants.

Les commissions émettent un avis sur les sujets examinés sans qu'un quorum de présence ne soit exigé. Les discussions ou rapport de commissions ne peuvent remplacer une délibération. Leurs avis constituent des actes consultatifs qui ne peuvent en aucune manière engager la collectivité. Les séances ne sont pas publiques. Peuvent y assister ou y être entendues toutes personnes qualifiées dont la présence est souhaitée par le Président de la commission.

Chaque commission fait des avis de commission sur chacun des sujets étudiés, ils sont consultables au siège de la communauté de communes.

D'autres commissions thématiques (obligatoires ou non) seront ou pourront être créées par délibération (Commission d'appel d'offres, Conseil Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance, Commission Intercommunale d'Accessibilité, Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges, Commission Paritaire du Commerce, Conseil de développement...)

Les commissions obligatoires sont dirigées par le Président de la Communauté de Communes ou son représentant. Elles se réuniront sur convocation du Président.

## CHAPITRE 6 : BUREAU COMMUNAUTAIRE

### Article 29 - COMPOSITION, ATTRIBUTION ET FONCTIONNEMENT

#### Composition

Le bureau est composé du Président de la Communauté de Communes, de quinze Vice-présidents et de quatorze Membres élus par l'assemblée délibérante.

#### Attributions

Le bureau a un rôle consultatif. Il formule des avis sur les affaires qui lui sont soumises. Il en va ainsi des projets de délibérations.  
Le Président propose au bureau le rapporteur qui présentera le projet de délibération à la séance du Conseil Communautaire lorsque celui-ci est inscrit à l'ordre du jour.

#### Fonctionnement

Le bureau se réunit sur convocation du Président, afin de préparer le Conseil Communautaire. Le Président peut réunir le bureau à chaque fois qu'il le juge utile.

#### Lieu des séances

Les séances du bureau ne sont pas publiques.  
Les réunions des bureaux se tiennent à la Communauté de Communes ou dans les locaux de l'une des communes membres.



## CHAPITRE 7 : BUREAU ELARGI

### Article 30 - COMPOSITION ET ATTRIBUTIONS

Cette instance est constituée, autour du Président, des membres du bureau, de l'ensemble des Maires et maires délégués des communes de la Communauté de Communes, ou du représentant qu'ils auront désigné.

Le bureau élargi a pour rôle de proposer les orientations et de donner un avis sur les grands domaines de compétence de la Communauté de communes.

Elle est présidée par le Président qui en organise les débats et peut faire appel à des personnalités qualifiées.

Toute convocation est faite par le Président. Elle indique les questions portées à l'ordre du jour. Elle précise la date, l'heure et le lieu de la réunion. Elle est adressée aux maires des communes par voie postale ou par voie dématérialisée à l'adresse électronique nominative de leur choix.

Le délai de convocation est fixé à 5 (cinq) jours francs.

Ces réunions ont lieu au siège de la Communauté de Communes ou dans les locaux des communes membres.

## CHAPITRE 8 : DISPOSITIONS DIVERSES

### Article 31 – DESIGNATION DES DELEGUES DANS LES ORGANISMES EXTERIEURS

Le Conseil procède à la désignation des délégués pour siéger au sein d'organismes extérieurs dans les cas et conditions prévus par les dispositions du code général des collectivités territoriales et des textes régissant ces organismes.

La fixation par ces textes de la durée des fonctions assignées à ces membres ne fait pas obstacle à ce qu'il puisse être procédé à tout moment, et pour le reste de cette durée, à leur remplacement par une nouvelle désignation opérée dans les mêmes formes.

### Article 32 – COMMUNICATION

Pour l'information des administrés du territoire de la Communauté de Communes de Commercy-Void-Vaucouleurs, le Conseil Communautaire décide de communiquer sur son site internet, d'éditer et de distribuer à l'ensemble des habitants tout document de communication qu'il juge nécessaire.

### Article 33 – MODIFICATION DU REGLEMENT INTERIEUR

Le présent règlement intérieur, adopté par délibération du Conseil Communautaire, pourra, si nécessaire et à tout moment et sur proposition du Président ou d'un tiers de ses membres en exercice, faire l'objet de modifications ultérieures, adoptées par le Conseil Communautaire, à la majorité de ses membres.

### Article 34 – APPLICATION DU REGLEMENT INTERIEUR

Le présent règlement qui comporte 34 articles, est applicable au Conseil Communautaire. Il devra être adopté à chaque renouvellement du Conseil Communautaire dans les 6 mois qui suivent son installation.

Il a été adopté par délibération du Conseil Communautaire en date du 22/02/2017

Fait à COMMERCY, le 22 février 2017

